

## **PROCES-VERBAL CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE DU 26 JUIN 2023**

**Présents :** Marc WELLER, Vincent LHOMME, André BARRAL, Merel VAN DER BLIEK, Florent STEINMETZ, Michel GRAZIOLI, Caroline SERRES.

**Absents :** Fabrice GATY, Valentin ROBA.

**Procuration :** Valentin ROBA donne procuration à Marc WELLER.

A été nommé secrétaire de séance : Vincent LHOMME.

### **Ordre du Jour :**

- ✓ **Approbation du procès-verbal du 13/04/2023**
- ✓ **Désignation référent déontologue pour les élus locaux**
- ✓ **Passage nomenclature comptable M57 version abrégée**
- ✓ **Redevance d'occupation du domaine public Electricité**
- ✓ **Demande de subvention – Association Participe Présent**
- ✓ **Déclassement voirie communale – Le Barral – Vente Travier**
- ✓ **Convention participation financière avec la commune de Rogues aux travaux de voirie à Campaillou**
- ✓ **Questions diverses**
- ✓ **Informations relatives à l'exercice de la délégation de pouvoirs accordée au Maire**

Séance ouverte à 18h

Le Maire demande à ce que 3 points soit rajoutés de l'ordre du Jour :

- **Demande de Subvention – Société de chasse communale de Blandas**
- **Décision modificative n°1**
- **Convention participation financière avec le SIAEP (Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable) du Causse de Blandas – achat ordinateur secrétariat.**

**Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité, le rajout de ces points à l'ordre du jour.**

- ✓ **Approbation du procès-verbal du 13/04/2023**

Monsieur Le Maire donne lecture du compte rendu de la séance du conseil municipal du 13 avril 2023 et soumet au vote son approbation : Approuvé à l'unanimité.

- ✓ **Désignation référent déontologue pour les élus locaux**

Monsieur Guy LAICK est désigné en tant que référent déontologue pour les membres du Conseil Municipal, à la majorité des membres présents.

Le référent déontologue pourra être saisi par voie écrite, par mail (laick.guy@wanadoo.fr) ou par courrier à l'adresse suivante : 23 route d'Alzon 30770 BLANDAS

En cas de saisines par courrier, elles devront être cachetées et porter la mention « confidentiel ».

Toute demande fera l'objet d'un accusé de réception par le référent déontologue qui mentionnera la date de réception et rappellera le cadre réglementaire de la réponse.

- ✓ **Passage nomenclature comptable M57 version abrégée**

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2024 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations.

Pour les collectivités de moins de 3500 habitants, il n'y a pas d'obligation de procéder à

l'amortissement des immobilisations à l'exception des subventions d'équipement versées ainsi que des frais d'études s'ils ne sont pas suivis de réalisations.

L'instruction comptable et budgétaire M57 permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle autorise le conseil municipal à déléguer au maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 %, du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L. 5217-10-6 du CGCT). Dans ce cas, le maire informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits au plus proche conseil suivant cette décision.

Vu l'avis favorable du comptable,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- APPROUVE la mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 telle que présentée ci-dessus,

- Vote : à l'unanimité des membres présents.

✓ **Redevance d'occupation du domaine public Electricité**

Mr le Maire expose que le montant de la redevance pour occupation du domaine public de la commune par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'électricité n'avait pas été actualisé depuis un décret du 27 janvier 1956. L'action collective des autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité, telles que le Syndicat d'Energies auquel la commune adhère, a permis la revalorisation de cette redevance.

Il propose au Conseil, qui valide à la majorité des membres présents (7 pour et une abstention) :

- de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public au taux maximum prévu au décret visé ci-dessus ;

- que ce montant soit revalorisé automatiquement chaque année par application de l'index ingénierie mesuré au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1<sup>er</sup> janvier ou tout autre index qui viendrait lui être substitué.

✓ **Demande de subvention – Association Participe Présent**

Monsieur le Maire fait lecture du courrier de l'association Participe Présent en date 07/04/2023, demandant une subvention.

Monsieur le Maire précise que conformément aux instructions réglementaires, le bilan provisoire 2022 a été fourni.

Après délibération et à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal décide, pour l'année 2023 de verser la somme de 450€.

✓ **Déclassement voirie communale – Le Barral – Vente Travier**

Vu les délibérations en date du 19/07/2021 et du 01/12/2022,

Vu la consultation des propriétaires riverains de la voirie communale,

CONSIDERANT qu'il n'y aucune réclamation contraire des propriétaires à ce sujet,

CONSIDERANT que le bien communal sis au Barral, selon le plan du géomètre ci-joint, était à l'usage de voirie,

CONSIDERANT que ce bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public dans la mesure où il n'est plus utilisé.

CONSIDERANT qu'il résulte de cette situation une désaffectation de fait de ce bien

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,

CONSTATE la désaffectation du bien sis au Barral.

DECIDE du déclassement du bien sis au Barral conformément au plan ci-joint, du domaine public communal et son intégration dans le domaine privé communal,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette opération ainsi que la vente de la future parcelle délimitée par le géomètre BBASS de 43m<sup>2</sup>, au prix de 600€.

Le tableau de classement de la voirie communale sera mis à jour suite à cette décision.

✓ **Convention participation financière avec la commune de Rogues aux travaux de voirie à Campaillou**

Mr le Maire informe le conseil municipal des travaux rendus nécessaires d'entretien de voirie au chemin d'accès au hameau de Campaillou.

L'accès de ce hameau est en partie sur la commune de Rogues.

Il est convenu que ce soit la commune de Blandas qui effectue les travaux.

Il convient donc que les communes signent une convention qui a pour objet de préciser les modalités techniques et financières.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, valide à l'unanimité.

✓ **Demande de Subvention – Société de chasse communale de Blandas**

Abroge et remplace la délibération du 09/02/2023.

Monsieur le Maire fait lecture du courrier de la société de chasse communale de Blandas en date 08/11/2022, demandant une subvention ; et de la délibération du 09/02/2023.

Monsieur le Maire précise que conformément aux instructions réglementaires, le bilan provisoire 2021 a été fourni.

La société de chasse dispose d'un local communal à titre gratuit pour y entreposer des congélateurs.

L'électricité de ce local étant payée par la commune, le conseil municipal considère que ce paiement constitue déjà une forme de subvention, à hauteur d'environ 250€ par an.

Après délibération et à la majorité des membres présents, dont 7 pour et un contre, le Conseil Municipal décide pour l'année 2023 de verser une subvention à la société de chasse communale de Blandas, d'un montant de 200€.

✓ **Décision modificative n°1**

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, décide de procéder au vote de crédits supplémentaires suivants, sur le budget de l'exercice 2023

**COMPTES DEPENSES**

Imputation	Nature	Ouvert	Réduit
21 / 21571 / 10013	Matériel roulant	13 000,00	
21 / 2121 / 10054	Plantations d'arbres et d'arbustes		2 400,00
Total		13 000,00	2 400,00

**COMPTES RECETTES**

Imputation	Nature	Ouvert	Réduit
16 / 1641 / 10043	Emprunts en euros	10 600,00	
Total		10 600,00	0,00

✓ **Convention participation financière avec le SIAEP (Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable) du Causse de Blandas – achat ordinateur secrétariat.**

Mr le Maire informe le conseil municipal que le secrétariat du SIAEP du Causse de Blandas est également assuré par la secrétaire des communes de Blandas, Rogues et Vissec.

Le SIAEP nous informe devoir changer l'ordinateur du secrétariat pour cause d'obsolescence.

Afin d'assurer le secrétariat et d'en améliorer sa praticité, l'achat d'un ordinateur portable avec le matériel secondaire adéquat, est nécessaire et serait utilisé exclusivement par la secrétaire pour toutes les communes et le SIAEP.

Il convient donc que les communes et le SIAEP du Causse de Blandas signent une convention qui a pour objet de préciser les modalités techniques et financières.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

Approuve les conditions de la convention et charge le Maire de signer tous documents nécessaires.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h09